

505LHhh6 | 2h

8hh4

(1941)

X

Simplification de la procédure de fixation des prix

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	22. 4.4I
Réponse de la S.N.C.F.	9. 5.4I
Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	23. 5.4I

Simplification de la procédure de fixation des prix.

Secrétariat d'Etat aux Communications

Paris, le 23 mai 1941

Direction Générale des Transports

Service Economique

1er Bureau

Fixation des prix

Le Secrétaire d'Etat aux Communications

à Monsieur le Président
du Conseil d'Administration
de la S.N.C.F.

En portant à votre connaissance les décisions prises par le Comité Economique (séance du 8 mars 1941), en matière de fixation des prix, je vous ai demandé, par lettre du 22 avril dernier, de me saisir immédiatement de tous les cas abusifs afin que je puisse moi-même porter les litiges soit devant le Comité Economique, soit devant le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle.

Comme suite à ma communication, vous m'avez fait connaître (lettre D.7203/1, du 9 mai) qu'il vous paraissait nécessaire d'établir à cet égard une distinction :

a) Produits et matières ayant un très large marché et faisant l'objet de prix bien déterminés par des cotations largement publiées.

Vous indiquez que, pour de tels produits, la S.N.C.F. éprouve rarement des difficultés pour obtenir des livraisons aux prix homologués. Cependant, si des fournisseurs vous mettaient dans l'obligation de commander ces produits à des prix supérieurs à ceux autorisés, vous ne manqueriez pas de me saisir, car, dans ce cas, je considère comme vous que la notion de prix excessifs coïncide avec celle de prix non légalement autorisés.

b) Produits et pièces particulières au chemin de fer.

Pratiquement, précisez-vous, c'est surtout dans ce domaine que vous éprouvez des difficultés sérieuses à appliquer la législation sur les prix. La S.N.C.F. peut se trouver en présence : soit de prix excessifs bien que ne contrevenant pas à la réglementation en vigueur, soit de prix non légalement autorisés, mais non abusifs et vous pensez que c'est seulement lorsqu'elle se trouve en présence de prix véritablement exagérés qu'elle doit me saisir.

Je suis bien d'accord avec vous sur ce point.

Signé: BERTHELOT

mr

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 9 mai 1941

C O P I E

Simplification de la
procédure de fixation
des prix

7203 - 1

Monsieur le Ministre,

(+) Copie a Par lettre du 22 avril 1941⁽⁺⁾, vous avez bien voulu
été adres- porter à notre connaissance un certain nombre de renseignements
sée aux sur les principes qui ont été établis par le Comité Economique,
Membres dans sa séance du 8 mars, pour la fixation des prix.

du Con- Vous marquez votre espoir que les difficultés rencon-
seil le trées par la S.N.C.F. pour obtenir des cotes cesseront lorsque
29 avril les prix pourront être, dans l'avenir, plus rapidement ajustés.
1941

Vous indiquez que le problème suscité par l'application
du paragraphe d) de l'article 17 de la charte des prix sera
résolu par la fixation de "rabais moyens par Industrie".

Enfin, en attendant que ces améliorations deviennent
effectives, vous voulez bien nous autoriser à nous procurer aux
meilleurs prix les matières qui nous sont nécessaires, étant
entendu, toutefois, que nous vous saisisons immédiatement des
cas abusifs.

I°- Atténuation des difficultés de passation des comman-
des par l'accélération de la procédure d'homologation
des prix.-

Le fait de permettre la fixation des prix par simples
décisions des Comités d'organisation intéressés, sans interven-
tion du Comité Central des prix, allègera la procédure.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications,
244, Boulevard Saint-Germain
PARIS (7ème)

Toutefois, il ne nous paraît pas que cette mesure soit susceptible de procurer un gain de temps appréciable dans l'ajustement des prix. Les dossiers devront toujours être examinés préalablement par deux Commissaires spéciaux, désignés l'un par la direction technique compétente, l'autre par la sous-direction des prix. Or, c'est précisément cette étude préalable, en tout état de cause nécessaire, qui, actuellement, ralentit la procédure, et non l'examen par le Comité Central des prix, lequel, d'après ce que nous avons pu observer, statue, dans la plupart des cas, sur conclusions dont il n'est saisi que la veille ou le jour même de la séance.

Par contre, les formalités d'homologation seront certainement accélérées si, ainsi que le Comité Economique l'envisage, le Gouvernement fixe de façon suffisamment ferme les principes généraux de la politique des prix et arrête définitivement sa position sur les différents points énumérés dans votre lettre du 22 avril. De ce fait, la tâche des Commissaires sera considérablement simplifiée et l'on évitera que, ainsi qu'il en est présentement, soient soulevées, à propos de chaque cas d'espèce, d'interminables discussions sur des questions économiques mal connues et toujours mal définies.

Il nous semble donc de la plus haute importance que le Gouvernement formule et fasse connaître sans tarder sa doctrine générale en matière de prix.

2°- Difficultés suscitées par l'application du § d)
de l'article 17 de la loi du 21 octobre 1940.-

La fixation d'un rabais moyen par industrie, en fonction duquel seraient établis les prix, nous semble bien comme à vous-même la seule solution qui, dans les circonstances actuelles, puisse être apportée aux difficultés d'application du § d) de l'article 7 de la loi du 21 octobre 1940.

En période de pénurie générale des matières, le fait de bénéficier obligatoirement de prix inférieurs à ceux des autres clients ne peut être intéressant pour un consommateur que s'il jouit d'une priorité absolue de fourniture. Dans le cas contraire, les fournisseurs restent libres de mettre leurs clients en concurrence et ils réservent naturellement la préférence à ceux qui sont en mesure de payer les prix les plus élevés.

Or, la S.N.C.F. ne bénéficie pas, actuellement, de priorité absolue de fourniture. Elle a seulement des contingents réservés pour quelques-unes des matières premières qui sont nécessaires à ses fournisseurs pour fabriquer les produits finis dont elle a besoin.

Dès lors, en l'absence de généralisation formelle d'une telle priorité absolue - généralisation qui paraît difficilement réalisable dans la pratique - il serait vain de vouloir fixer par voie d'autorité le maintien des prix spéciaux qu'elle avait pu obtenir sous le régime de l'abondance des matières et de la libre concurrence.

3°- Achat des matières nécessaires aux meilleurs prix.-

Nous prenons note de ce que, en attendant que la nouvelle réglementation ait porté ses fruits, nous devons passer aux meilleurs prix les commandes des produits qui nous sont absolument nécessaires, étant entendu que nous vous saisissons des cas abusifs.

Il nous paraît nécessaire, toutefois, de préciser la différence qui semble devoir être établie entre des prix excessifs et des prix non légalement homologués. Deux cas sont à distinguer :

- a) Produits et matières ayant un très large marché et faisant l'objet de prix bien déterminés par des cotations largement publiées.

Pour ces produits, les groupements de producteurs ont, depuis longtemps, défendu habilement leur cause devant le Comité des Prix. Ils disposent donc généralement de marges bénéficiaires substantielles et nous éprouvons rarement des difficultés pour obtenir des livraisons aux prix homologués.

Au cas, cependant, où des fournisseurs nous mettraient dans l'obligation de commander ces produits à des prix supérieurs à ceux autorisés, nous ne manquerions pas de vous saisir. Dans ce cas, en effet, la notion de prix excessifs paraît coïncider avec celle de prix non légalement autorisés.

- b) Produits et pièces particulières au chemin de fer.

Ces pièces et produits étaient commandés après appels à la concurrence que nous cherchions constamment à faire aussi larges que possible. Mais, ces appels à la concurrence se trouvaient, en fait, limités à un nombre relativement restreint de fabricants qui, par l'adaptation de leur outillage et de leurs méthodes parvenaient à nous faire des fournitures à des prix spécialement avantageux.

Pour ces produits et pièces, qui sont extrêmement nombreux (de l'ordre de plusieurs centaines de mille), il ne saurait être question, pour le moment, de prix homologués par le Comité

des Prix. En théorie, nous devrions donc continuer à les acheter aux prix de septembre 1939, ces derniers pouvant, dans certains cas, être rajustés en fonction de coefficients généraux approuvés à des dates parfois anciennes et ne correspondant nullement à la situation présente des industries.

Pratiquement, c'est surtout dans ce domaine que nous éprouvons des difficultés sérieuses à appliquer la législation sur les prix.

On doit remarquer que nous pouvons nous trouver en présence :

- soit de prix excessifs, bien que ne contrevenant pas à la réglementation en vigueur : le cas peut se produire notamment lorsque les fournisseurs se concertent pour ne nous faire aucune offre, nous obligeant ainsi à traiter à des prix exagérés avec un fournisseur nouveau auquel nous ne pouvons opposer une référence de prix de septembre 1939.;

- soit de prix non légalement autorisés, mais non abusifs : il peut en être ainsi lorsque les fournisseurs incorporent aux prix relativement bas qu'ils nous consentaient tout ou partie des hausses résultant d'augmentations homologuées de matières premières ou de main-d'oeuvre (ce cas est fréquent et il s'agit souvent de commandes de prix minime).

Nous comprenons que c'est seulement lorsque nous nous trouverons en présence de prix véritablement exagérés que nous devrons vous saisir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

Paris, le 22 avril 1941

C O P I E

Simplification
de la procédure de fixation
des prix

— LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration
de la Société Nationale des Chemins de fer français.

Le Comité Economique a discuté les principes de la procédure de fixation des prix.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance ses directives qui pourront vous être utiles pour les discussions avec vos fournisseurs.

Au cours de sa séance du 8 mars 1941, le Comité Economique s'est trouvé d'accord sur les grandes lignes de la nouvelle organisation envisagée qui se résume comme suit :

1°- Actes de compétence gouvernementale.-

a) - Des instructions ministérielles ou interministérielles formuleraient les principes généraux de la politique des prix et préciseraient certains points de doctrines restés encore mal définis, notamment l'incidence sur les prix de vente de la réduction d'activité des usines, le droit d'appliquer aux stocks existants les majorations homologuées, le taux des marges bénéficiaires, la part à accorder aux amortissements accélérés, la possibilité de faire prendre en charge par l'Etat certaines hausses de produits-clés, tels que les produits sidérurgiques.

b) - Des arrêtés interministériels porteraient fixation des prix pour les grandes matières premières, ainsi que pour certains produits demi-finis, retenus comme étalons.

2°- Actes de la compétence des Comités d'Organisation.-

Les actes portant application, pour des cas particuliers, de ces principes généraux, seraient de simples décisions des Comités d'Organisation intéressés, décisions qui seraient prises avec l'approbation de deux Commissaires spéciaux désignés, l'un

par la Direction Technique compétente, l'autre par la Sous-Direction des Prix, ce dernier commissaire pouvant être, en fait, le rapporteur spécialisé auprès du Comité Central des Prix. En cas de désaccord entre les deux Commissaires, le Comité central des prix serait appelé à statuer dans un délai de 8 jours.

Toutes ces décisions feraient l'objet d'un contrôle a posteriori s'exerçant dans des conditions analogues au régime prévu par l'arrêté du 10 novembre 1937, puis par l'arrêté du 7 février 1938, et codifié ensuite par le décret du 12 novembre 1938.

A la suite de la discussion générale qui s'est engagée sur le point 1° a), un certain nombre d'idées seront précisées dans les conditions suivantes :

Pour ce qui concerne l'incidence sur les prix de vente de la réduction d'activité des usines, on établira un barème, étant entendu que lorsque la réduction d'activité ne dépassera pas 10 %, il n'en sera tenu aucun compte.

On tendra à fixer les taux des marges bénéficiaires, notamment pour les intermédiaires.

En principe, l'Etat ne devra pas prendre en charge certaines hausses de produits-clés, ce qui équivaldrait à accorder des subventions déguisées à l'Industrie. Il en est ainsi décidé, en particulier pour l'acier qui a subi une hausse le 1er décembre 1940.

A la suite de certaines observations de ma part, les décisions de principe suivantes ont été prises :

Le problème de l'application du paragraphe d) de l'article 17 de la loi du 21 octobre 1940 ayant été soulevé à propos de la question de l'acier moulé, il apparaît impossible de décider que, d'une façon générale, les rabais subsisteront en valeur relative ou en valeur absolue. En effet, dans la plupart des cas, les usines qui consentaient de tels rabais bénéficiaient de prix plus élevés sur les autres consommateurs. Or, dans la situation actuelle de pénurie des matières premières, la S.N.C.F. ayant une priorité de fourniture, les fournisseurs ne disposent plus des bénéfices supplémentaires qu'ils faisaient sur les autres clients. On en arrive donc à cette notion du rabais moyen pour chaque industrie. Les prix qui seraient appliqués à la S.N.C.F. et plus généralement aux industries bénéficiant de priorités, seraient établis sur la base de ces rabais moyens.

On peut espérer que les difficultés que rencontre la S.N.C.F. pour obtenir des cotes cesseront dès lors que les

prix pourront être, dans l'avenir, plus rapidement ajustés.

Pour l'établissement des prix dans l'avenir, il est admis que l'on partira, soit des prix de revient calculés sur un certain nombre d'usines types, soit de prix anciens convenablement indexés.

Les cas où la S.N.C.F. rencontre des difficultés pour faire exécuter d'anciens marchés conclus à prix fermes, lorsqu'il y a eu homologation d'une hausse, devront m'être signalés.

Le Comité a reconnu que, dans certains cas, l'organisation actuelle arrive à interdire l'adjudication ou l'appel d'offres. Il estime néanmoins qu'une certaine concurrence doit pouvoir subsister.

Il a été également fait état des difficultés qu'éprouve la S.N.C.F., en l'absence du contrôle, à placer ses commandes d'acier ordinaire dans la zone libre.

J'ai tenu à porter les renseignements qui précèdent à votre connaissance. Je vous indique en outre qu'il est important avant tout d'assurer le service public, la S.N.C.F. doit se procurer les matières nécessaires aux meilleurs prix; mais, pour que soient sauvegardés les intérêts de l'Etat et de la S.N.C.F., vous devrez me saisir immédiatement de tous les cas abusifs afin que je puisse moi-même porter les litiges, soit devant le Comité Economique, soit devant M. le Ministre de la Production Industrielle.

Ceci pour valoir instructions provisoires.

Le Secrétaire d'Etat,

signé : BERTHELOT.